

Chronique de sociologie : comparaisons européennes

Cellule de sociologie de l'OFCE

Présentation

L'équipe Louis Dirn mène des recherches comparatives avec des équipes de sociologues de différents pays d'Europe et d'Amérique du Nord. Désormais les « Chroniques des tendances de la société française » vont être complétées par des comparaisons européennes, réalisées en collaboration avec ces équipes étrangères. La première que nous présentons ici porte sur :

• *« L'Allemagne réunifiée : un État, deux sociétés ? ». Avec l'aimable autorisation de Heinz-Herbert Noll du ZUMA (Zentrum für Umfragen, Methoden und Analysen) à Mannheim, Jean-Vincent Pfirsch présente ici une synthèse d'études publiées dans ISI (Informationsdienst Soziale Indikatoren) qui fait le bilan sociologique de ce qui a changé et ce qui subsiste depuis la réunification.*

• *« Intégration sociale des étrangers en Allemagne ». Peter Schmidt et Stefan Weick ont analysé, dans la Revue ISI, l'opinion des Allemands sur la présence des étrangers et leur intégration. Cet article a été traduit par Jean-Vincent Pfirsch.*

• *« Les Européens et l'information ». Louis Chauvel analyse l'intérêt pour l'information et l'accès aux nouvelles technologies dans différents pays européens.*

L'Allemagne réunifiée : un État, deux sociétés ?

Jean-Vincent Pfirsich

Chargé de recherche au CNRS

Les différences Est-Ouest ont-elles été gommées en Allemagne, en dix ans de réunification ? Si les inégalités économiques entre anciens et nouveaux Länder sont en voie de régression, il apparaît clairement que des particularités sociales et idéologiques subsistent de part et d'autre. L'analyse des divergences concernant la structure sociale, la condition féminine, les attentes à l'égard de l'État ou le vote aux dernières élections fédérales permet de comprendre la portée et les limites d'un pari politique : fonder la fusion de deux sociétés sur l'homogénéisation de leurs activités économiques.

Il y a dix ans, le Mur de Berlin était abattu et la réunification allemande se faisait d'une façon politiquement volontariste. En même temps, c'est essentiellement d'un point de vue économique que les dirigeants ouest-allemands ont géré la fusion des deux pays. Peut-on, de cette manière, en l'espace de quelques années, assimiler une société à une autre ? L'expérience allemande constitue à n'en point douter un pari politique et économique fondamental. Mais depuis dix ans, ce pays constitue aussi un « laboratoire » sociologique en grandeur réelle, offrant l'opportunité de saisir, mieux que partout ailleurs, les liens entre politique, économie, culture et société. À sa façon, l'observation attentive des « expérimentations » qui s'y réalisent au quotidien permet de nourrir la réflexion sur les voies et les impasses de l'unification européenne.

Beaucoup d'analyses pertinentes ont été publiées à propos de la réunification, des similarités et des différences, des rapprochements et des rancœurs entre habitants des anciens et des nouveaux Länder. Il n'est pas question, ici, de faire la somme de tous ces écrits. Le parti adopté dans ces pages est de s'en tenir à l'analyse des données empiriques fournies par le ZUMA (*Zentrum für Umfragen, Methoden und Analysen*) de Mannheim, dans sa revue semestrielle *ISI (Informationsdienst Soziale Indikatoren)*. Ces données ne permettent pas toujours de rendre compte de toutes les évolutions des dix dernières années : parfois, les enquêtes longitudinales font défaut ; parfois, les chiffres les plus récents ne sont pas encore disponibles.

Mais les résultats statistiques que propose la revue permettent de cerner des convergences et des divergences entre Est et Ouest de l'Allemagne. Les différences sont parfois spectaculaires, et portent à conséquence. On peut raisonnablement penser que certaines d'entre elles ne disparaîtront, éventuellement, qu'au fil des générations. Les convergences, quant à elles, existent bel et bien. Notre ambition n'est pas de donner une réponse définitive à la question : « un État, deux sociétés ? », mais de fournir au lecteur quelques éléments lui permettant de se forger une opinion.

L'imbrication de deux structures sociales

En 1990, on comptait 79 671 000 Allemands : 63 560 000 résidaient dans les anciens *Länder* et 16 111 000 dans les nouveaux. Ces chiffres ne sont pas anodins. Ils indiquent que les habitants des nouveaux *Länder* sont bien moins nombreux que ceux des anciens. Du point de vue de l'usage des statistiques, cela signifie que les particularités des régions de l'Est ont toutes les chances d'être gommées si l'on ne raisonne que sur des moyennes nationales. Il faut souligner cependant que les analystes allemands ont très rapidement pris l'habitude de séparer les données de l'Est de celles de l'Ouest. Comment pouvait-il en être autrement, lorsque la variable statistique la plus explicative, dans bien des cas, n'est ni la catégorie socioprofessionnelle, ni l'âge, ni le sexe, mais bien le fait d'être un résident des anciens ou un résident des nouveaux *Länder*?

Lorsqu'on compare les structures sociales de l'ex-RDA (*Wohlfahrts-survey* 1990) à celle des anciens *Länder* d'avant la réunification (*Wohlfahrtssurvey* 1988), deux traits fondamentaux s'imposent.

De façon schématique, l'Ouest peut être caractérisé comme une société de « couches moyennes », alors que l'Est apparaît comme une société « ouvrière » (H.-H. Noll, F. Schuster, 1992). L'intégration de l'ex-RDA à la République fédérale s'est bien faite « par le bas ». Dès lors, des sociologues qui avaient tendance à considérer comme acquise l'idée d'une société allemande « moyennisée » ont redécouvert l'importance qu'il y a à étudier la hiérarchie sociale, l'inégalité et les systèmes de redistribution. De façon plus précise, il faut relever l'importance numérique, en ex-RDA, des ouvriers qualifiés (20 % de la population, contre 6 % dans les anciens *Länder*). Plutôt que de parler de société « ouvrière », D. Landua et W. Zapf (1991) proposent de parler de « société d'ouvriers qualifiés ».

D'autre part, la RDA, contrairement à l'Ouest, se caractérisait par une forte présence féminine dans la vie professionnelle. Deux chiffres sont particulièrement frappants : ils concernent les femmes au foyer (15,8 % de la population à l'Ouest; 1,5 % de la population à l'Est) et

les personnes n'ayant jamais occupé d'emploi (8,3 % à l'Ouest, 0,8 % à l'Est) (*Wohlfahrtssurvey* 1988-1990).

Au vu de ces deux traits, on pouvait redouter, dès la réunification, une apparition brusque d'un chômage massif, touchant tout particulièrement les femmes, et des déqualifications nombreuses, notamment en milieux ouvriers, mais aussi parmi les cadres, ce qui arriva.

Ces réalités objectives ne sont pas sans liens avec la conscience qu'ont les individus de leur place au sein de l'Allemagne réunifiée. L'auto-positionnement social des personnes interrogées (ALLBUS 1991) permet d'esquisser deux façons très différentes de se représenter la société et de s'y situer : une « toupie » à l'Ouest; une « pyramide » à l'Est. Alors que 62 % des personnes se situent dans les couches moyennes à l'Ouest, et à peine 25 % dans les couches ouvrières, ce sont 61 % des Allemands de l'Est qui se situent dans les couches ouvrières, alors que seuls 37 % estiment faire partie des couches moyennes. Les personnes se situant dans les couches supérieures représentent 13 % à l'Ouest, et moins de 2 % à l'Est. Ce sentiment d'inégalité a certainement de nombreux fondements objectifs. Peut-être, aussi, est-il renforcé par la comparaison que font de leur sort les *Wessies* avec celui des *Ossies*. Peut-être, enfin, faut-il rappeler l'importance symbolique et idéologique qu'a revêtu, en RDA, l'appellation de « classe ouvrière ».

Cet auto-positionnement au bas de l'échelle sociale allemande est fortement lié au sentiment de ne pas avoir droit à la « part » à laquelle on pourrait légitimement prétendre. Ainsi, à la question « par rapport à la façon dont d'autres vivent, ici en Allemagne : pensez-vous avoir votre juste part, plus que votre juste part, un peu moins que votre juste part, ou beaucoup moins ? », deux tiers des Allemands vivant à l'Ouest répondaient qu'ils estimaient avoir leur part ou davantage. En revanche, trois quarts des Allemands vivant à l'Est étaient persuadés de ne pas avoir la part qui devrait leur revenir. Un tiers des habitants de l'Est estimaient même qu'ils avaient beaucoup moins que ce qui devrait leur revenir.

C'est avant tout au vu des ressources de l'Allemagne réunifiée que le sentiment d'injustice s'exprime dans les *Länder* de l'Est. Il faut y ajouter la présence de traits idéologiques favorisant l'égalitarisme au détriment de la performance individuelle, tandis que le rapport est renversé à l'Ouest (H.-H. Noll, F. Schuster, 1992). On voit bien que l'intégration économique rapide des *Länder* de l'Est à la République fédérale risquait d'emblée d'engendrer de nombreuses frustrations.

L'inégalité des revenus

Lors de la réunification (*Wohlfahrtssurvey*, 1988, 1990), les revenus mensuels des ménages par personne étaient en moyenne de 733 DM à

l'Est et de 1218 DM à l'Ouest. Les inégalités Est-Ouest, présentes dans toutes les catégories socioprofessionnelles, étaient particulièrement accrues chez les « cols blancs » et chez les indépendants.

Les indices de satisfaction à l'égard des niveaux de revenus étaient très bas à l'Est. L'indice moyen y était de 4,8 sur une échelle de 10, alors qu'il était de 7,1 à l'Ouest. Alors que dans les anciens *Länder*, les indices de toutes les catégories socioprofessionnelles se situaient au-dessus de 5, les moins satisfaits étant les chômeurs (5,3) et les « autres inactifs » (5,4), seuls les employés supérieurs et les cadres de l'ex-RDA se situaient à des indices supérieurs à 5 sur l'échelle de satisfaction.

La réunification s'est accompagnée, à l'Est, de fermetures d'usines, de privatisations, de suppressions d'emplois. Pour une part importante de la population, particulièrement pour des femmes, cela a signifié la perte d'un emploi, l'emploi à temps partiel, la réduction des revenus.

Il n'en reste pas moins qu'en moyenne, les revenus des ménages se sont élevés dans les années suivantes, et que les inégalités avec les anciens *Länder* se sont réduites, même si elles restent conséquentes (*Sozio-ökonomisches Panel*, 1990-1994). Ainsi, si l'on prend pour base 100 le pouvoir d'achat moyen des ménages de l'Ouest en 1991, celui des ménages des *Länder* de l'Est était de 45,4 en 1991 et de 73,7 en 1994. L'écart, significatif, se comblait au fil des ans. Cela signifie qu'en moyenne le pouvoir d'achat s'élève plus rapidement à l'Est qu'à l'Ouest. À l'Ouest, lorsqu'on prend pour base 100 le pouvoir d'achat moyen en 1991, celui-ci est de 112 en 1994. Si l'on effectue la même opération pour l'Est, le pouvoir d'achat est de 158 en 1994.

Il est intéressant, également, de comparer l'Est et l'Ouest du point de vue des inégalités de revenus internes à ces deux parties de l'Allemagne. Il apparaît, de façon globale, que la répartition des ressources est moins inégalitaire en ex-RDA que dans les anciens *Länder*. De façon surprenante, les inégalités de revenus ne s'y sont pas accrues de façon considérable dans les années qui ont suivi la réunification. Bien au contraire, l'indice d'inégalité (l'indice de Gini) est remarquablement stable entre 1990 et 1994, et inférieur à l'indice des régions de l'Ouest (S. Weick, 1995). L'irruption de l'économie de marché ne semble pas avoir eu pour effet massif de polariser la distribution des revenus. Sans doute faut-il, ainsi que le note S. Weick (1995), évoquer en la matière l'importance des transferts de revenus, des allocations chômage, familiales, logement, retraites, etc. On peut, par exemple, souligner que l'importance des carrières professionnelles des femmes leur ouvrent généralement des droits à la retraite plus conséquents qu'à l'Ouest.

Mais ces moyennes ne sauraient masquer un phénomène important : le développement régulier, à l'Est d'une population de personnes disposant de moins de la moitié du pouvoir d'achat moyen. Ces personnes représentaient 3,3 % de la population en 1990 : elles représentent 6,1 %

en 1994. Il y a là une hausse significative. Les chiffres de l'Ouest bien que plus élevés (9,2 % en 1994) apparaissent comme plus stables dans le temps. L'égalité plus accentuée des conditions dans les régions de l'Est ne signifie nullement l'immobilité salariale. Ainsi, si l'on distribue la population en cinq quintiles correspondant aux revenus, on observe que, d'une année à l'autre, les passages d'un quintile à l'autre sont plus fréquents à l'Est qu'à l'Ouest. Ce phénomène a été particulièrement important dans les premières années de la réunification. En 1991, 61,5 % de la population de l'Est avaient changé de quintile par rapport à l'année précédente (contre 41,5 % à l'Ouest). En 1994, 47,1 % de la population avait changé de quintile par rapport à 1993, alors que c'était le cas pour 37,3 % à l'Ouest. Le phénomène tend certes à s'estomper, mais il reste plus marqué à l'Est qu'à l'Ouest.

Les disparités entre hommes et femmes ont, elles aussi, changé de nature dans les nouveaux *Länder*. Les femmes qui ont réussi à se maintenir sur le marché du travail à plein temps ont vu leur condition salariale s'améliorer par rapport à leurs collègues masculins. Cela signifie que la différence entre les nombreuses femmes qui ont été écartées de l'emploi et celles qui s'y sont maintenues est désormais fondamentale.

Enfin, les inégalités Est-Ouest sont fortes en ce qui concerne le logement. En 1993, les habitants disposaient en moyenne de 40,5 m² par personne à l'Ouest, contre 29,7 m² à l'Est (*Wohlfahrtssurvey*, 1993). 90 % des logements étaient pourvus d'un chauffage central à l'Ouest, alors que seuls 55 % l'étaient à l'Est. 74 % des habitations comprenaient un balcon ou une terrasse à l'Ouest, contre 42 % à l'Est. Les habitations « standards » au vu des normes de l'Ouest, comprenant WC, salle de bain, chauffage central, représentaient 89 % du parc à l'Ouest, mais seulement 52 % à l'Est. Enfin, en 1993, 46 % des habitants de l'Ouest étaient propriétaires de leur logement, alors que ce n'était le cas que pour 29 % des habitants de l'Est.

Des partages différents des rôles masculin et féminin

La vie familiale, à travers sa réalité objective comme à travers les représentations et les conceptions auxquelles elle se prête, est le support d'une différenciation Est-Ouest spectaculaire. Les conceptions des rôles masculin et féminin, de la répartition des tâches, les attitudes à l'égard de la vie professionnelle des hommes et des femmes, apparaissent comme très fortement différenciées.

Ainsi, une enquête ISSP menée en 1994 montre que 37 % des personnes interrogées dans les anciens *Länder*, contre 11 % seulement dans les nouveaux, se déclaraient en accord avec l'affirmation : « le devoir du mari est de gagner de l'argent, celui de la femme est de s'occuper du ménage et de la famille ». C'est aussi la capacité qu'a la vie profession-

nelle de donner sens et valeur aux activités quotidiennes qui est appréciée de façon différente : « être femme au foyer est tout aussi épanouissant que d'être salariée » pour 48 % des enquêtés de l'Ouest, mais seulement pour 20 % des enquêtés de l'Est.

De façon similaire, les Allemands sont deux fois plus nombreux, proportionnellement, à l'Ouest qu'à l'Est pour estimer que « tout compte fait, lorsque la femme occupe une profession à plein temps, la vie de famille en souffre » (62 % contre 31 %). C'est avec le rôle de mère et l'éducation des jeunes enfants que l'activité professionnelle serait la moins compatible. Ainsi, 71 % des habitants des anciens *Länder* (contre 34 % des habitants des nouveaux) pensent qu'« un enfant qui ne va pas encore à l'école risque de souffrir du fait que sa mère travaille ».

On voit bien qu'à l'Ouest, l'activité professionnelle des mères n'est pas perçue, généralement, comme souhaitable. Plutôt qu'un vecteur d'épanouissement, on y voit le résultat d'une contrainte économique. Certes, si les habitants de l'Est semblent considérer plus rarement que l'activité professionnelle féminine pose problème, ils sont aussi une écrasante majorité à estimer qu'elle est aussi le fruit de la nécessité : « de nos jours, la plupart des femmes sont obligées de travailler, pour soutenir leur famille » (78 % à l'Ouest; 90 % à l'Est). Mais ce constat repose, à l'Est plus qu'à l'Ouest, sur un principe plus général : « le mari et la femme devraient contribuer tous les deux aux revenus du ménage » (67 % à l'Ouest; 94 % à l'Est).

Si la différenciation sexuée des rôles au sein de la famille semble nette dans les représentations, elle l'est aussi dans les pratiques quotidiennes. On est d'autant plus frappé par le conservatisme en matière de répartition des rôles dans les anciens *Länder*, qu'il contraste assez nettement avec la répartition moins différenciée en vigueur à l'Est. Le partage de l'activité féminine entre la famille et un emploi salarié n'est pas conçu de la même manière de part et d'autre. L'adhésion à l'idée selon laquelle « dans l'ex-RDA, on faisait des choses pour que même les mères de jeunes enfants puissent occuper un emploi; il faudrait s'en inspirer dans le cadre de l'Allemagne réunifiée » est d'ailleurs largement plus nette à l'Est qu'à l'Ouest : 78 % des sondés partagent « totalement » cette opinion dans les nouveaux *Länder*, contre 33 % dans les anciens (*Wohlfahrtssurvey* 1993).

La répartition des tâches ménagères (enquête ISSP 1994) en donne un aperçu objectif. Certes, et cela n'est pas une surprise, le lavage du linge constitue, à l'Est comme à l'Ouest, une tâche presque exclusivement féminine : dans 89 % des ménages de l'Ouest et 90 % des ménages de l'Est, c'est la femme qui la prend « exclusivement ou le plus souvent » en charge. Les petites réparations, quant à elles, sont typiquement masculines, même si c'est davantage le cas à l'Est : dans 81 % des ménages de l'Ouest et 88 % des ménages de l'Est, c'est à l'homme qu'il revient « exclusivement ou le plus souvent » de s'en occuper. Mais on

s'aperçoit que dans les anciens *Länder*, les hommes laissent plus couramment aux femmes des tâches telles que les soins à des personnes malades de la famille (56 % des ménages, contre 45 % à l'Est), l'achat de produits alimentaires (48 % contre 34 % à l'Est) ou le choix de la composition des repas (55 % contre 35 % à l'Est). Certes, ces trois dernières activités sont assez souvent partagées, mais c'est davantage le cas à l'Est qu'à l'Ouest : 52 % des ménages de l'Est partagent les soins à des personnes malades de la famille (contre 42 % à l'Ouest) ; 59% partagent l'achat de produits alimentaires (contre 44 % à l'Ouest) ; 61% partagent le choix de la composition des repas (contre 42 % à l'Ouest).

Moins de mariages et de naissances à l'Est

La période de disparition de la RDA a été, à l'Est, une période de changements socio-démographiques spectaculaires, avec des baisses importantes des naissances et des mariages. On a pu, à propos des années suivant la réunification, parler de « choc » ou de « révolution démographique » (S. Mau, W. Zapf). Ces tendances se sont légèrement infléchies depuis, et l'on peut observer des convergences avec l'Ouest. Il n'en reste pas moins que les taux de mariages et de naissances, qui étaient supérieurs à l'Est en 1989 sont à présent nettement inférieurs à ce qu'ils sont dans les anciens *Länder*.

À l'Est, les mariages étaient de 7,9 pour mille habitants en 1989. En 1992 et 1993, années de plus fort tassement, ils n'étaient plus que de 3,1 pour mille. L'indice, en 1997, est de 3,5. La tendance générale — celle d'une baisse du nombre de mariages — est donc la même qu'à l'Ouest ; mais elle a été beaucoup plus brutale, particulièrement entre 1989 et 1991. Alors que le taux de mariage était bien supérieur à l'Est à la première date (7,9 contre 6,4), il était nettement inférieur à la seconde (3,2 contre 6,3). Ce qui, à l'Ouest, constituait une tendance « douce » a été, à l'Est, une rupture forte.

Le même phénomène s'observe en ce qui concerne les naissances. Le taux s'effondre en quelques années dans l'ex-RDA, passant de 12 naissances pour mille habitants en 1989 à 5,1 naissances pour mille habitants en 1993. Ce taux s'élève progressivement dans les années qui suivent, mais il n'est que de 6,4 naissances pour mille habitants en 1997, ce qui est nettement inférieur au chiffre ouest-allemand (10,7 naissances pour mille habitants).

En ce qui concerne l'âge moyen au mariage, on observe une élévation progressive, et cette tendance est plus accentuée à l'Est, même si les mariés sont toujours plus jeunes, en moyenne, qu'à l'Ouest. Il y a là un phénomène de convergence. En 1996, les jeunes gens se marient, en moyenne, un an plus jeunes à l'Est qu'à l'Ouest, alors que la différence était de plus de deux ans en 1989.

Il en est de même de l'âge de la mère à la naissance de son premier enfant. Là encore, la tendance est particulièrement spectaculaire à l'Est : en 1991, les jeunes mères avaient en moyenne 24,9 ans, c'est-à-dire deux ans et deux mois de moins que les jeunes mères de l'Ouest ; en 1996, elles avaient 27,3 ans, c'est-à-dire « seulement » un an et un mois de moins que les jeunes mères de l'Ouest.

Ces convergences ne doivent pas faire oublier que des différences subsistent. Le nombre de naissances hors mariage est beaucoup plus important, proportionnellement, à l'Est qu'à l'Ouest. Le taux a augmenté depuis la réunification, et s'élève en 1996 à 42 % de naissances hors mariage en 1996, contre 13 % à l'Ouest. Le modèle courant en RDA d'une dissociation dans les temps du mariage et de la procréation a survécu.

On se rend compte que si des tendances socio-démographiques rapprochent les données de l'Est de celles de l'Ouest, certains modèles idéologiques et comportementaux paraissent se renforcer.

Démocratie et État-providence

D'emblée, dès la chute du Mur, les attitudes et les attentes des habitants de l'ex-RDA se sont révélées très proches de celles des citoyens des anciens *Länder*, en matière de démocratie et de libertés publiques. Beaucoup de convictions étaient partagées par les anciens et les nouveaux citoyens de la République fédérale (ALLBUS 1988-1990). Les habitants de l'Est, sur un certain nombre de questions, se montraient d'ailleurs plus « démocrates » que leurs concitoyens de l'Ouest. 98,1 % (contre 93,9 % à l'Ouest) approuvaient la formulation : « chacun devrait avoir le droit de défendre ses opinions, même si ce ne sont pas celles de la majorité ». 96,1 % (contre 93,7 % à l'Ouest) considéraient qu'« une démocratie viable n'est pas concevable en l'absence d'opposition politique ». 92,9 % (contre 91,4 % à l'Ouest) pensaient que « tout citoyen a le droit de descendre dans la rue pour défendre ses convictions ». On le voit, de tels principes fondamentaux fédèrent fortement les citoyens issus des deux Allemagne, dès les premiers mois de la réunification.

Concernant les formes de l'engagement ou de la participation politique, quelques différences apparaissaient cependant : ainsi, les citoyens de l'Est semblaient moins portés à croire en l'efficacité d'une participation à des élections (74,4 % contre 87,3 % à l'Ouest) ou d'un engagement au sein d'un « mouvement de citoyens » (*Bürgerinitiative*) (29,7 % contre 40,7 % à l'Ouest).

Par contre, en matière économique, les rapports entre l'État et les citoyens sont conçus de manière divergente (ALLBUS-ISSP, 1990, A. Koch, 1991). Les habitants de l'Est sont bien plus interventionnistes

que leurs concitoyens de l'Ouest. 91,1 % (contre 77 %) estiment que « l'Etat devrait être responsable de la mise à disposition d'un logement adéquat à ceux qui ne peuvent se le permettre financièrement ». 92,2 % (contre 75,7 %) pensent que l'Etat devrait « assurer un niveau de vie convenable aux chômeurs ». 93,6 % (contre 72,2 %) estiment qu'il devrait « offrir un emploi à quiconque désire travailler ». 89,5 % (contre 68,1 %) pensent que l'Etat devrait « contrôler les prix ». 81,5 % (contre 60,4 %) estiment qu'il devrait « réduire les inégalités de revenus entre pauvres et riches ». Enfin, et il y a là une différence particulièrement massive, 77 % des habitants de l'Est (contre 49,8 % de ceux de l'Ouest) estiment que l'Etat devrait « accorder des aides à l'industrie, afin d'assurer son développement ».

Un sentiment d'insécurité

La criminalité apparaît comme le problème de société le plus important, comme celui qui préoccupe le plus la population, tout juste après le problème du chômage. La satisfaction à l'égard de la sécurité publique est très faible, particulièrement à l'Est. L'indice de satisfaction y est de 3,6 sur une échelle de 10, alors qu'elle est de 5 à l'Ouest. Il s'agit là du plus mauvais score enregistré à l'Est, parmi tous les domaines de la vie quotidienne qui étaient soumis aux enquêtes. Il s'est développé à l'Est un important sentiment d'insécurité et de vulnérabilité, notamment à l'égard de la criminalité (H.-H. Noll, 1992). En 1993 (*Wohlfahrtssurvey*), 68 % des habitants de l'Est et 56 % de ceux de l'Ouest classaient la question de la sécurité à l'égard de la criminalité parmi les questions « très importantes » en matière de bien-être. Les variables discriminantes en ce domaine, comme l'âge, le sexe, la position sociale, le lieu de résidence, le niveau de formation ou les orientations morales, le sont davantage à l'Ouest qu'à l'Est, où le problème est considéré comme important de façon plus indifférenciée.

L'importance de ce sentiment rejailit d'ailleurs sur les attitudes envers les étrangers, puisque ceux-ci sont perçus, à la fois comme des concurrents sur le marché de l'emploi, mais aussi comme menaçant l'ordre public. L'article de P. Schmidt et S. Weick (voir plus loin) montre bien combien le fait de n'avoir commis ni crime ni délit constitue un critère fondamental de citoyenneté et de naturalisation possible.

Que craignent ces personnes ? D'être victimes d'un vol, tout d'abord. À l'Est, 17 % (contre 10 % à l'Ouest) pensent en être « très probablement » victimes personnellement dans l'année à venir, 49 % (contre 34 % à l'Ouest) pensent que ce sera « probablement » le cas. Cela signifie que 66 % des personnes se sentent exposées à l'Est, et 44 % à l'Ouest. Les personnes sont presque aussi nombreuses pour penser qu'elles seront victimes d'un cambriolage dans l'année. 16 % des habitants de

l'Est (contre 10 % à l'Ouest) pensent « très probable » d'être prochainement « injuriées ou menacées »; 47 % (contre 32 % à l'Ouest) pensent que c'est « probable ». Ainsi, 63 % des habitants de l'Est et 42 % de ceux de l'Ouest s'estiment menacés. Il faut donc souligner que dans ces cas (vols, cambriolages, injures ou menaces), c'est une majorité de la population de l'Est de l'Allemagne qui pensent pouvoir être victimes de forfaits au cours de l'année à venir. D'autres types d'agressions sont considérées comme moins probables, mais elles font apparaître elles aussi de fortes disparités Est-Ouest. La moitié des habitants de l'Est (contre le tiers à l'Ouest) pensent « probable » ou « très probable » d'être « agressés et volés ». 27 % des femmes de l'Est (contre 16 % à l'Ouest) pensent « probable » ou « très probable » d'être « victimes d'agressions sexuelles ».

Certaines variables sont discriminantes à l'Est comme à l'Ouest : les craintes augmentent avec l'âge, les femmes se sentent plus menacées que les hommes. Tandis que, dans les anciens *Länder*, les craintes augmentent avec la taille de la commune de résidence, pour culminer dans les grandes villes, à l'Est, au contraire, les scores les plus importants sont recueillis dans des communes de moins de 20 000 habitants. D'autre part, si les craintes diminuent, à l'Ouest, à mesure que l'on s'élève dans la hiérarchie sociale (les craintes y sont les plus fréquentes dans les couches ouvrières et les moins fréquentes dans les couches supérieures), les craintes sont plus partagées à l'Est, et ce sont les couches moyennes qui s'y sentent les plus exposées.

Cette différence entre les sentiments de vulnérabilité à l'Est et à l'Ouest est d'autant plus frappante, qu'elle ne correspond pas aux chiffres de la criminalité fournis par la police.

L'environnement n'est plus une priorité

Dans un tel contexte, les soucis environnementaux et les plaintes à l'égard des nuisances sont en net recul à l'Est. Certes, comme le fait observer C. Kramer (1994), la situation objective en matière d'environnement s'est améliorée au fil des ans. Mais cette amélioration ne suffit pas à expliquer la rapidité de la décroissance des préoccupations environnementales dans les nouveaux *Länder*. Si en 1992 (Eurobaromètre), 44 % des Allemands résidant à l'Est se plaignaient gravement de l'augmentation de la circulation routière (contre 25 % à l'Ouest), ils n'étaient plus que 33 % en 1995 (et 21 % à l'Ouest).

Les indices de satisfaction à l'égard de l'état de l'environnement ont crû rapidement à l'Est, rejoignant en 1993 les indices de l'Ouest. En 1990, l'indice des nouveaux *Länder* était de 2,2 sur une échelle de 10; il se situait au niveau le plus bas, dans tous domaines de la vie quotidienne. Dès 1993, ce sont les problèmes d'insécurité qui occupent cette dernière

place. À cette date, l'indice de satisfaction à l'égard de l'environnement s'est élevé à 4,8, rejoignant celui des régions de l'Ouest. Entre 1990 et 1993, dans les régions de l'Est, les fréquences de plaintes à l'égard de la qualité de l'air sont passées de 56 % à 28 %; celles à l'égard du bruit sont passées de 35 % à 31 %; celles à l'égard de la destruction des paysages sont passées de 38 % à 18 %; celles à l'égard de la qualité de l'eau sont passées de 32 % à 21 %; celles à l'égard du manque d'espaces verts sont passées de 17 % à 15 %. Dans l'ensemble de ces domaines, les sensibilités des habitants de l'Est se sont rapprochées de celles des habitants de l'Ouest, qui ont peu varié entre les deux dates.

Lorsqu'on demande en 1995 aux enquêtés si « le souci de l'environnement devrait primer le développement économique », seuls 17,3 % des personnes approuvent à l'Est, contre 21,6 % à l'Ouest. En 1992, ces personnes représentaient encore respectivement 21,1 % à l'Est et 31,5 % à l'Ouest. Les questions économiques et sécuritaires ont clairement pris le pas sur les questions environnementales.

Les deux votes

À leur manière -et bien qu'il ne soit pas question de proposer des explications simplistes ou mono-causales-, les résultats des élections fédérales de 1998 illustrent assez bien ce qui précède. Il est intéressant de voir (H. Ménudier, 1998) que si la participation globale des électeurs allemands a été plus forte qu'en 1994 (+3,2 %), la hausse a été plus forte à l'Est (+7,4 %) qu'à l'Ouest (+2,3 %). Il est clair que les habitants de l'Est ne se désintéressent pas de la vie politique de la République fédérale. Les taux de participation ont été très voisins : 82,8 % à l'Ouest et 80 % à l'Est.

Mise à part cette forte similarité en termes de civisme, des différences sensibles existent entre les scores obtenus par les différents partis politiques dans les nouveaux et dans les anciens *Länder*. Les chiffres qui présentent les différences les plus spectaculaires concernent les scores du PDS, c'est-à-dire des ex-communistes. Le PDS obtient 21,6 % des voix à l'Est (progressant de 1,8 point par rapport à 1994), alors qu'il n'obtient en tout et pour tout que 1,2 % des voix à l'Ouest. Ce n'est évidemment pas la faiblesse d'un parti peu implanté à l'Ouest qui doit retenir l'attention, mais bien le maintien et même la progression de ce vote à l'Est : le vote néo-communiste apparaît comme un vote d'affirmation de soi pour de nombreux citoyens des nouveaux *Länder*.

Le vote en faveur des sociaux-démocrates de la SPD progresse de 3,6 points pour atteindre 35,1 % des voix, contre 42,3 % à l'Ouest. Tout en restant à un niveau inférieur, les habitants des nouveaux *Länder* ont largement participé au mouvement national en faveur de l'alternance.

En revanche, les scores des chrétiens-démocrates de la CDU chutent de 11,2 points en quatre ans à l'Est (contre 5,1 points à l'Ouest), pour atteindre 27,3 % (contre 37 % pour la CDU-CSU à l'Ouest). Il est clair que le parti de M. Kohl, promoteur de la réunification, a fait les frais de nombreuses déceptions et désillusions.

Les votes en faveur des libéraux de la FDP (3,3 % contre 7 % à l'Ouest) et des Verts (4,1 % contre 7,3 % à l'Ouest) restent relativement faibles. Le libéralisme économique, on l'a vu, n'a pas la faveur des habitants de l'Est qui, pour l'heure, en subissent surtout les effets pervers. Les Verts, quant à eux, apparaissent souvent comme une sorte de « luxe » ou d'« aventure » qui n'est pas en phase avec les préoccupations et les problèmes immédiats des citoyens de l'Est.

L'extrême droite (REP, DVU, NPD) recueille au total 5 % des voix à l'Est, contre 2,8 % à l'Ouest. Certes, cette différence est compatible avec les valeurs et préoccupations exprimées à l'Est : emploi, sécurité, autorité... Mais on est bien loin de la percée que pouvaient laisser redouter les attitudes et craintes à l'égard du changement, de l'insécurité, du chômage, de la présence des étrangers, telles qu'elles s'expriment dans les sondages ou à travers les actions de groupuscules violents. Il apparaît que ces peurs et inquiétudes, pour l'heure, mènent plus aisément au vote néo-communiste qu'au vote en faveur de l'extrême droite.

Bien que relativement atypique dans le contexte allemand, le vote des Berlinoises est particulièrement intéressant, en ce qu'il présente un contraste Est-Ouest saisissant. Le symbole est fort, puisque c'est là que l'on a abattu de Mur, devant les caméras de télévision du monde entier. Dans cette ville, seuls les scores de la SPD sont assez proches : 35,1 % à Berlin-Est et 39,6 % à Berlin-Ouest. Les autres partis, quant à eux, se heurtent encore à un « Mur virtuel ». Les Verts recueillent 7,9 % des voix à l'Est, contre 13,5 % à l'Ouest. La CDU recueille 14,7 % à l'Est et 29,5 % à l'Ouest. La FDP recueille 2,1 % à l'Est et 6,7 % à l'Ouest. Surtout, le PDS recueille 30 % des voix à Berlin-Est et 2,7 % à Berlin-Ouest !

On a souvent dit que si l'unification se faisait dans la réalité, le Mur se maintenait surtout « dans les têtes ». C'est très largement en vertu de décalages entre des attentes fortes à l'égard de l'action gouvernementale et la réalité de cette action que s'entretiennent ou se développent dans les nouveaux *Länder* des inquiétudes, des déceptions ou des frustrations plus profondes qu'à l'Ouest. Il faut ajouter à cela la rapidité et, parfois, la brutalité avec lesquelles des changements fondamentaux se sont installés dans la vie quotidienne.

Conclusion

Sans doute fallait-il être quelque peu naïf (mais qui l'était alors ?) pour penser en 1989 que dix ans plus tard les *Länder* issus de la RDA seraient des régions allemandes comme les autres. Plus de quatre décennies d'histoire politique et économique divergente ne s'effacent pas en quelques années. Ce à quoi il faut ajouter le poids d'une histoire plus longue : les régions orientales (par exemple du point de vue des systèmes agraires ou du développement industriel) n'ont jamais ressemblé aux régions de l'Ouest. On devrait plutôt être frappé, finalement, par la rapidité de certaines convergences — celles des niveaux de vie, par exemple. Il en est résulté une différenciation croissante entre l'ex-RDA et les autres pays ayant appartenu au « bloc de l'Est ».

Mais toutes les modifications apportées par la réunification ne sont pas vécues de façon positive par les populations concernées, loin s'en faut. Cela tient très certainement, aussi bien à leur nature qu'à leur rapidité ; au fait, également, d'avoir été parfois davantage subies que choisies. Surtout, ces changements prennent sens dans le cadre d'une relativisation et d'une comparaison dans le temps (« avant/après la réunification ») et dans l'espace (« les *Ossies* / les *Wessies* »).

La conscience de classe des ouvriers de l'Est s'est trouvée transformée et largement vidée de son sens, par l'intégration de la RDA dans une « société de classes moyennes », à l'économie de marché. Le cas de la condition féminine est également typique. On s'aperçoit combien le modèle dominant à l'Ouest, imposé à l'Est, peut être perçu comme porteur de régressions par de nombreuses citoyennes des nouveaux *Länder* : difficultés accrues à accéder au marché de l'emploi, difficultés plus grandes à concilier famille et emploi, modèles dominants de partage des tâches domestiques qui ne leur sont pas favorables. Les chiffres de la natalité s'en ressentent.

Les comportements et les opinions des habitants de l'Est trahissent des aspirations parfois contradictoires, dont beaucoup n'ont pas été entendues par leurs nouveaux concitoyens de l'Ouest, ni par leurs nouveaux dirigeants : vivre en démocratie, dans une société libre, bien sûr, mais également être protégé dans la vie quotidienne par les pouvoirs publics ; participer à une économie forte et compétitive, mais rester à l'abri du chômage et des effets d'un libéralisme économique non régulé par l'État ; améliorer son niveau de vie, mais sans souffrir de la comparaison avec ses concitoyens de l'Ouest, et sans apparaître comme un profiteur ou comme un poids mort. C'est aussi le sentiment qu'en RDA « tout n'était pas mauvais », et qu'il aurait fallu lutter contre la tentation de faire table rase du passé communiste de façon indifférenciée que l'on perçoit. À défaut de pouvoir peser fortement sur la vie politique et économique du pays, peut-être les habitants de l'Est souhaiteraient-ils désormais parvenir à conjuguer différences et égalité au sein d'une grande Nation ?

Références bibliographiques

- BABL S., 1993 : « Mehr Unzufriedenheit mit der Öffentlichen Sicherheit im vereinten Deutschland » *in ISI* n°9, janvier, pp. 5-10.
- BRAUN M., 1995 : « Einstellung zur Berufstätigkeit der Frau : steigende Zustimmung im Osten, Stagnation im Westen » *in ISI* n°13, janvier, pp. 6-9.
- KOCH A., 1991 : « Staatliche Eingriffe in die Wirtschaft im Osten hoch im Kurs » *in ISI* n°6, juillet, pp. 1-5.
- KRAMER C., 1994 : « Verbesserung der Umwelt im Osten — doch für die Bürger gibt es zur Zeit Wichtigeres » *in ISI* n°12, juillet.
- KRAMER C., 1998 : « Umweltbewusstsein in Europa — ähnliche Probleme, unterschiedliches Verhalten » *in ISI* n°20, juillet, pp. 10-14.
- LANDUA D. et W. ZAPF, 1991 : « Deutschland nach der Wiedervereinigung : zwei Gesellschaften, eine Nation » *in ISI* n°6, juillet, pp. 10-13.
- MAU S. et W. ZAPF, 1998 : « Zwischen Schock und Anpassung : ostdeutsche Familienbildung im Übergang » *in ISI*, n°20, juillet, pp. 1-4.
- MÉNODIER H., 1998 : « Les voix des électeurs : les nouveaux rapports de force entre les partis » *in Documents, revue des questions allemandes*, n°5/98, pp. 10-29.
- NOLL H.-H. et F. SCHUSTER, 1992 : « Soziale Schichtung : niedrige Einstufung der Ostdeutschen » *in ISI* n°7, janvier, pp. 1-6.
- NOLL H.-H., 1994 : « Zustand der öffentlichen Sicherheit beeinträchtigt Wohlbefinden der Bürger » *in ISI* n°12, juillet, pp. 5-8.
- SCHRÖDER H., 1994 : « Wohnqualität in Ostdeutschland noch weit unter dem westdeutschen Niveau » *in ISI* n°11, janvier, pp. 13-19.
- SCHUSTER F., 1992 : « Starker Rückgang der Umweltbesorgnis in Ostdeutschland » *in ISI* n°8, juillet, pp. 1-5.
- WEICK S., 1994 : « Anteil der Singlehaushalte in den alten Bundesländern deutlich höher als in den neuen Bundesländern » *in ISI* n°11, janvier, pp. 7-12.
- WEICK S., 1995 : « Unerwartet geringe Zunahme der Einkommensungleichheit in Ostdeutschland » *in ISI* n°14, juillet, pp. 6-9.
- WIEGAND E., 1992 : « Versorgungsmängel trotz Einkommenssteigerungen in der DDR » *in ISI* n°7, janvier, pp. 10-14.
- ZAPF W. et S. MAU, 1993 : « Eine demographische Revolution in Ostdeutschland? » *in ISI* n°10, juillet, pp. 1-5.

Intégration sociale des étrangers en Allemagne*

Peter Schmidt

Directeur scientifique à ZUMA, Mannheim

Stefan Weick

Chercheur au département des indicateurs sociaux à ZUMA

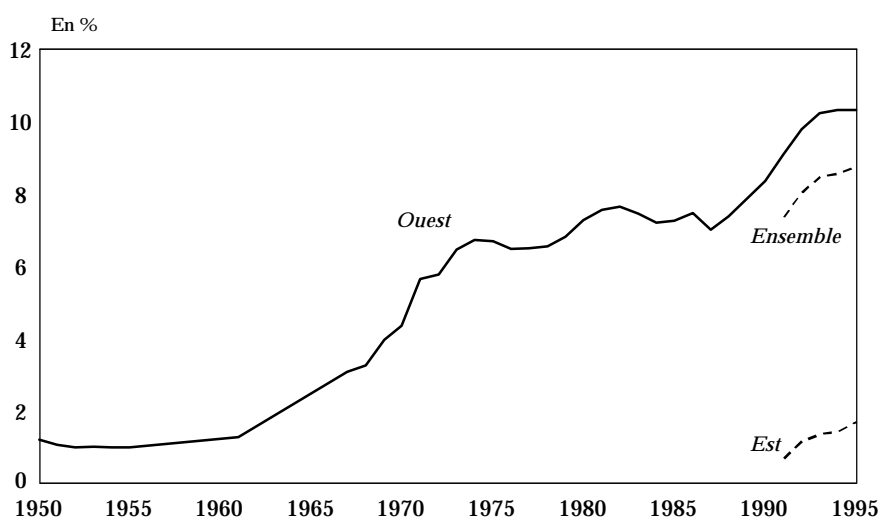
L'Allemagne est désormais l'un des pays d'immigration les plus importants, non seulement en Europe, mais dans le monde. La question est maintenant posée des formes particulières que va revêtir, outre-Rhin, l'intégration des populations d'origines étrangères, tout particulièrement à propos des personnes faisant partie des deuxième ou troisième générations. Les décisions politiques à venir concerneront certes le droit de la nationalité et la naturalisation, mais elle ne pourront ignorer la question de l'égalité des chances en matière de formation et d'emploi, ou les problèmes de la participation politique et du droit de vote.

La surestimation de la présence étrangère

Depuis l'arrivée en Allemagne, à partir de 1955, des premières vagues de travailleurs italiens, suivies d'autres populations venues du Sud de l'Europe, la présence d'étrangers dans les *Länder* ouest-allemands s'est fortement accrue. Ce mouvement ne s'est pas ralenti avec la baisse des besoins en main-d'œuvre. Les regroupements familiaux, notamment, se sont développés à partir de 1973, et de plus en plus d'enfants sont nés en Allemagne de parents étrangers. D'autre part, le nombre des réfugiés et des demandeurs d'asile s'est fortement accru au cours des périodes plus récentes. Au début des années 1950, la part des étrangers au sein des *Länder* de l'Ouest ne représentait encore qu'environ 1 % de la population; cette proportion, depuis la fin des années 1980 a augmenté plus rapidement : elle s'élevait à plus de 10 % en 1995 (graphique 1).

* Article publié dans *ISI* n° 19 (*Informationsdienst Soziale Indikatoren*), janvier 1998, sous le titre : *Starke Zunahme von Kontakten und Ehen zwischen Deutschen und Ausländern* et traduit de l'allemand par Jean-Vincent Pfirsch.

1. Pourcentage d'étrangers en Allemagne



Source : Statistisches Bundesamt.

En Allemagne de l'Est, les populations étrangères représentaient largement moins de 1 % de la population en 1991. En dépit d'une tendance à la progression, cette proportion était à peine de 2 % en 1995. La présence étrangère est particulièrement forte dans les grandes villes de l'Ouest. À Francfort, par exemple, les étrangers représentaient 29 % de la population en 1995.

Le plus souvent, les citoyens allemands ne cernent cette réalité que de façon approximative. Dans l'enquête ALLBUS menée en 1996, les Allemands interrogés surestimaient largement le poids démographique des étrangers : en moyenne, les Allemands de l'Ouest pensaient que la proportion d'étrangers dans les anciens *Länder* était de 17 %. À l'Est, les personnes interrogées avançaient en moyenne le chiffre de 9 % pour les nouveaux *Länder*. Un tel décalage est sans doute lié à la fréquente évocation des étrangers par les médias. Les personnes ayant les attitudes les plus négatives à l'égard des étrangers en surestiment le plus facilement le nombre.

Les attitudes à l'égard d'une poursuite, d'une régulation ou d'un arrêt net des flux migratoires dans le futur ne sont pas les mêmes en fonction des types de migrations envisagés. Ce sont les travailleurs immigrés non issus de l'Union européenne qui suscitent le plus de réserves. 36 % des personnes interrogées estiment qu'il conviendrait d'en stopper complètement le flux, et 57 % partagent l'opinion selon laquelle il faudrait limiter cette forme d'immigration, soit au total 93 % de personnes favorables à la restriction de l'immigration. Seuls 7 % se prononcent en

faveur de la libre circulation. À propos des demandeurs d'asile, 22 % des personnes interrogées se prononcent pour l'arrêt et 66 % pour la limitation. À l'égard des *Aussiedler* (populations d'origine germanique établies en Europe de l'Est), 13 % estiment que l'immigration devrait être suspendue et 73 % estiment qu'elle devrait être limitée. Les différences les plus nettes entre l'Est et l'Ouest se manifestent à l'égard de l'immigration de travailleurs, qu'ils soient ou non issus de l'Union européenne. Bien que la législation garantisse la libre circulation des travailleurs issus des pays membres de l'Union européenne, la position la plus courante au sein de la population allemande est que l'entrée de ces personnes devrait pour le moins être régulée.

Les *Gastarbeiter* sont devenus des immigrés : la moitié d'entre eux souhaitent rester en Allemagne de façon durable

Lors de l'enquête 1985 du panel socio-économique, la majorité des étrangers interrogés, toutes nationalités confondues, déclaraient souhaiter rester encore en Allemagne pendant « quelques années » (tableau 1). En 1995, la proportion de ceux qui souhaitent rester en République fédérale de façon prolongée s'était fortement accrue (à l'exception des Espagnols, chez qui la proportion est restée stable). En l'espace de dix ans, cette proportion a presque doublé chez les ressortissants grecs et turcs. On note aussi une augmentation de la fréquence des projets d'installation durable au sein de populations yougoslave et italienne qui, en 1985 déjà, envisageaient cette option. Il est assez clair, dès lors, que l'expression de *Gastarbeiter* (« travailleur invité »), utilisée lors des premières arrivées de main-d'œuvre, n'est plus adaptée à la réalité actuelle.

1. Pourcentage de personnes souhaitant rester définitivement en Allemagne

Pays d'origine	1985	1995
Turquie	25	47
Yougoslavie	37	58
Grèce	15	31
Italie	39	54
Espagne	30	31

Question : « Combien de temps souhaitez-vous rester en Allemagne ? J'aimerais m'en aller dans les douze mois à venir. J'aimerais rester encore quelques années. J'aimerais rester définitivement en Allemagne ».

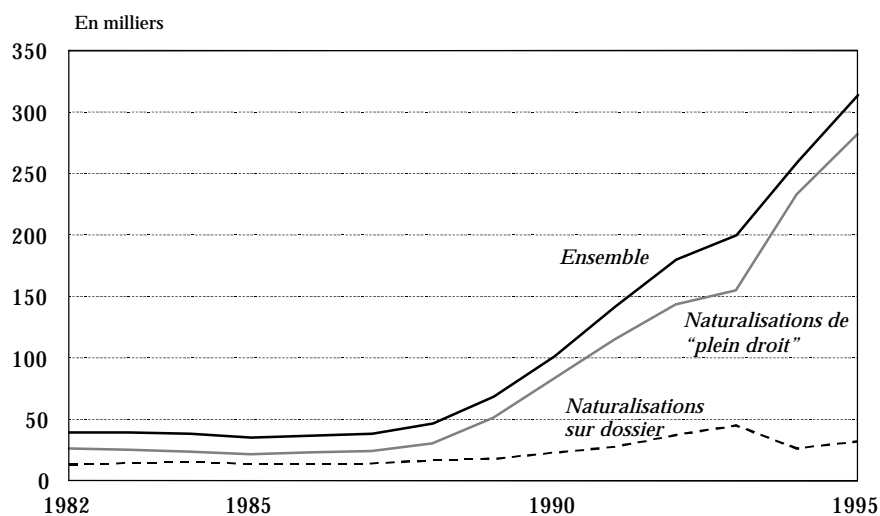
Source : Sozio-Oekonomisches Panel.

Ces opinions s'opposent parfois à celles des citoyens allemands, avec un fort clivage Est/Ouest. L'item : « renvoyer chez eux les étrangers lorsque les emplois se font rares », rencontre de moins en moins d'adhésions dans les *Länder* de l'Ouest : de 52 % à 23 % entre 1980 et 1994, suivi d'une légère remontée en 1996 : 25 %. Mais dans les nouveaux *Länder*, cette proportion est passée de 31 % en 1994 à 41 % en 1996. Sans doute faut-il voir là l'influence des mutations économiques récentes, de l'augmentation des chiffres du chômage et du développement des débats sur l'emploi dans cette région : les étrangers y apparaissent de plus en plus comme des concurrents sur le marché du travail.

La forte augmentation du nombre de naturalisations depuis la fin des années quatre-vingt

L'analyse du nombre de naturalisations depuis la fin des années quatre-vingt révèle des évolutions importantes : depuis 1987, il est passé de 37 810 à 259 170 (graphique 2). Cette élévation est liée à l'augmentation des naturalisations de « plein droit » (*Anspruchseinbürgerungen*), particulièrement celles d'*Aussiedler* venus des pays de l'Est, qui sont Allemands de plein droit en vertu de la Constitution, en raison de leurs ascendances allemandes. Ce n'est qu'à partir de juillet 1993 que les demandes de naturalisations émanant de jeunes étrangers ou de personnes résidant en Allemagne depuis longtemps sont prises en compte au titre des demandes de naturalisation de plein droit, à la suite de modifications de la législation. Jusque-là, ces naturalisations se faisaient « sur

2. Les naturalisations en Allemagne



Source : Statistisches Bundesamt.

dossier » (*Ermessenseinbürgerungen*). Ces dernières croissent de façon bien plus modeste que les naturalisations de « plein droit ». Néanmoins, leur nombre a plus que doublé entre 1989 et 1993, année où elles atteignaient le nombre de 44 950. Suite à la modification de la loi sur les étrangers, le nombre de ces naturalisations « sur dossier » a diminué à partir de 1994, alors que les naturalisations de « plein droit » continuaient d'augmenter.

L'acceptation du principe de double nationalité est courante chez les étrangers

Les résultats du sondage *Mikrozensus* 1996 montrent que moins d'un pour cent des Allemands possèdent une double nationalité. Il s'agit essentiellement de personnes originaires de pays de l'Est. Selon leurs origines, elles envisagent de façons différentes de renoncer à leur ancienne nationalité au profit de la nationalité allemande. En 1994, 21 % des Turcs interrogés et 37 % des personnes originaires de l'ex-Yougoslavie se disaient « tout à fait sûrs » ou, au moins envisageaient comme « probable » de demander leur naturalisation dans les deux années à venir (tableau 2). Parmi les ressortissants de l'Union européenne (Grecs, Italiens et Espagnols), ce pourcentage était inférieur à 10 %.

2. Pourcentage de personnes étrangères tentées par la naturalisation *

Pays d'origine	1994
Turquie	21
Yougoslavie	37
Grèce	8
Italie	7

Question : « Projetez-vous, dans les deux années à venir, de demander la nationalité allemande ? Oui, certainement. Oui, probablement. Probablement non. Certainement non ».

* Pourcentage de « Oui, certainement » / « Oui, probablement ».

Source : Sozio-Oekonomisches Panel.

Le débat public sur la double nationalité prête à bien des controverses. Mais il faut aussi se demander quelle est, en la matière, la position des étrangers. Dans le cadre du panel socio-économique, on leur posait la question suivante : « s'il vous était possible d'obtenir la nationalité allemande en plus de votre nationalité actuelle, utiliseriez-vous cette possibilité ? » (tableau 3). Plus de la moitié des Turcs interrogés et plus des deux tiers des ressortissants de l'ex-Yougoslavie mettraient « certainement » ou « probablement » à profit cette opportunité. On le voit, le principe d'une naturalisation s'accompagnant de la double nationalité est largement accepté au sein des populations immigrées.

3. Pourcentage de personnes souhaitant la double nationalité *

Pays d'origine	1994
Turquie	56
Yougoslavie	71
Grèce	46
Italie	36

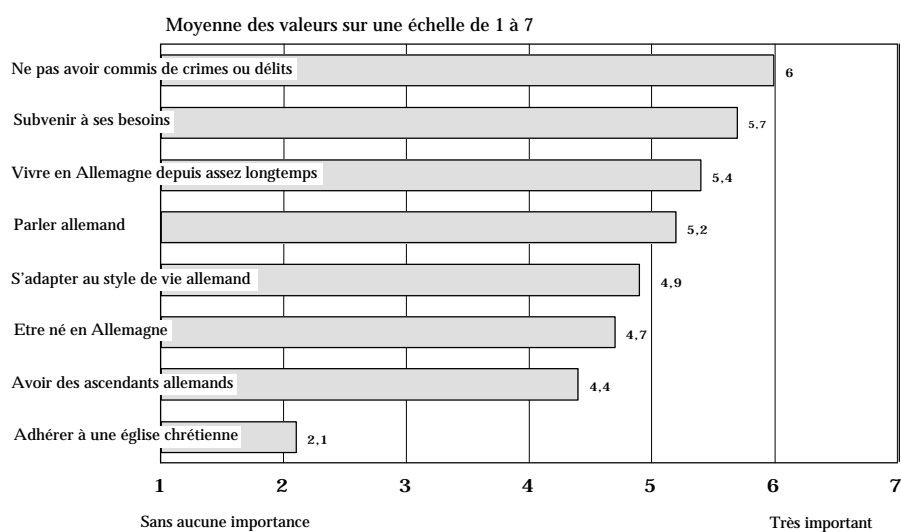
Question : « Si vous aviez la possibilité d'obtenir la nationalité allemande en plus de votre nationalité actuelle, l'utiliserez-vous ? Oui, certainement. Oui, probablement. Probablement non. Certainement non ».

* Pourcentage de « Oui, certainement » / « Oui, probablement ».

Source : Sozio-Oekonomisches Panel.

Au sein de la population allemande, dans les anciens *Länder*, 49 % étaient hostiles à la double nationalité, (40 % s'y déclarant favorables). Dans les nouveaux *Länder*, 59 % y étaient opposés, et seuls 28 % étaient pour (ALLBUS 96). D'un point de vue statistique, la position favorable est essentiellement liée au niveau de formation, à l'âge et à l'importance de la présence étrangère au sein de sa circonscription. L'acceptation du principe de double nationalité est d'autant plus forte que le niveau de formation est élevé, que la proportion d'étrangers dans sa circonscription est forte, que l'âge est faible. L'adhésion au principe de la double nationalité réservée aux étrangers nés en Allemagne est plus forte, comme le montrait une étude menée par l'institut IPOS en 1995.

3. Importance accordée par la population allemande à divers critères de citoyenneté



Source : ALLBUS 1996.

Ce sont tout particulièrement les jeunes, les personnes de haut niveau de formation et les femmes qui y sont, plus que la moyenne, favorables. Aux yeux des Allemands, parmi les critères qui fondent la citoyenneté, à l'Ouest comme à l'Est, l'appartenance à une religion chrétienne apparaît comme le moins fondamental, alors que n'avoir commis ni crime ni délits est considéré comme le critère le plus important (graphique 3).

L'identité nationale reste prioritairement liée au pays d'origine

Quelle est la nature du sentiment d'identité nationale au sein de populations étrangères? Bien que la « nationalité » soit une notion polysémique, on peut penser que le sentiment d'appartenance nationale se fonde sur les représentations et les conceptions de modes de vie et de comportements partagés. Quand, pour obtenir un indicateur du sentiment d'identité nationale, on demande aux enquêtés s'ils se sentent plutôt Allemands ou plutôt citoyens de leur pays d'origine (*cf.* Blank et Schmidt, 1997), on observe que c'est la nationalité d'origine qui domine même si, depuis 1985, ce phénomène s'estompe. En 1995, cette tendance restait particulièrement marquée au sein des populations espagnoles et turques : 59 % des Espagnols se sentaient « totalement Espagnols » et 56 % des Turcs « totalement Turcs ». C'est parmi les ressortissants de l'ex-Yougoslavie que cette identification était la plus faible. Mais, d'une façon générale, l'identification à l'Allemagne est assez faible au sein de ces populations : environ deux tiers des Turcs interrogés et environ la moitié des Italiens déclaraient qu'ils ne se sentaient que « peu » ou « pas du tout » Allemands. On observe que si un parcours réussi au sein du système scolaire allemand tend à renforcer l'identification à l'Allemagne, une scolarité totalement effectuée à l'étranger conforte, quant à elle, le sentiment d'appartenance au pays d'origine.

Le sentiment d'une distance culturelle domine, de même que celui de n'avoir plus véritablement de patrie. Seul un quart des enquêtés étrangers déclarent ne « jamais » éprouver ce sentiment, même si, la plupart du temps, il n'est éprouvé qu'à de rares occasions. En 1994, toutes populations étrangères confondues, on dénombrait entre 20 % et 24 % de personnes déclarant éprouver ce sentiment « très fréquemment » ou « fréquemment ». Par rapport à 1988, cette proportion ne régresse que parmi les populations turques.

Une meilleure intégration sociale

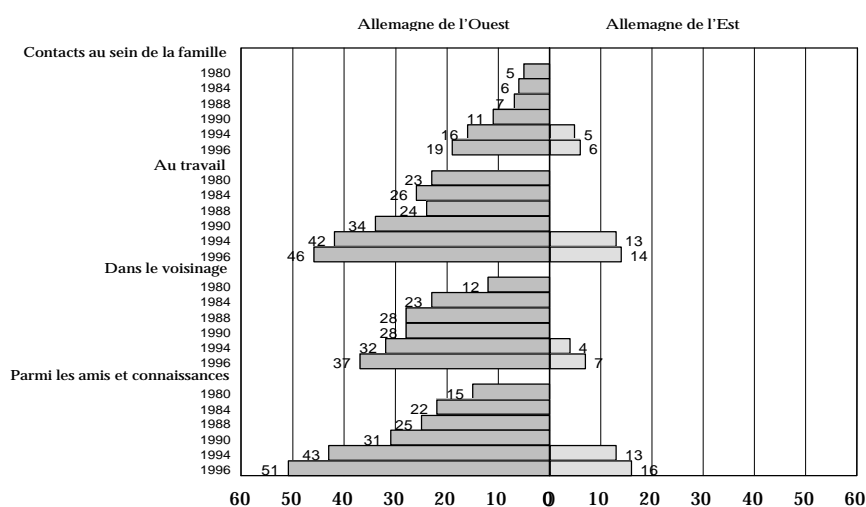
Dans l'optique d'une intégration sociale réussie, il est important que les différents groupes sociaux ne vivent pas isolés les uns des autres. Les

contacts volontaires et, surtout, la formation de couples et les mariages entre Allemands et étrangers constituent d'importants indicateurs. Selon différentes enquêtes, environ 90 % des étrangers entretiennent des contacts avec des Allemands; mais ces chiffres restent bien plus modestes en ce qui concerne la relation inverse, même si des modifications se sont produites au fil des années.

En effet, depuis 1980, les contacts des Allemands de l'Ouest avec des étrangers sont de plus en plus fréquents, que ce soit dans le cadre de la famille, au travail, dans le cercle de voisinage, ou parmi les amis (graphique 4). Alors qu'en 1980, 5 % d'entre eux avaient des contacts avec des étrangers dans le cadre familial, ils étaient 19 % en 1996. Sur le lieu de travail, les personnes concernées par de tels contacts sont passées de 23 % à 46 %. Dans le cadre du voisinage, elles sont passées de 12 % à 37 %. L'essor des contacts dans le cadre de la sociabilité amicale est particulièrement spectaculaire : la proportion de personnes concernées est passée de 15 % à 51 %, ce qui signifie qu'en 1996, la moitié des Allemands comptaient au moins un étranger parmi leurs relations amicales. Comme l'on pouvait s'y attendre, ces chiffres sont sensiblement plus modestes à l'Est, notamment parce que les étrangers y sont proportionnellement moins nombreux.

4. Contacts personnels avec des étrangers* vivant en Allemagne, dans diverses circonstances

En %

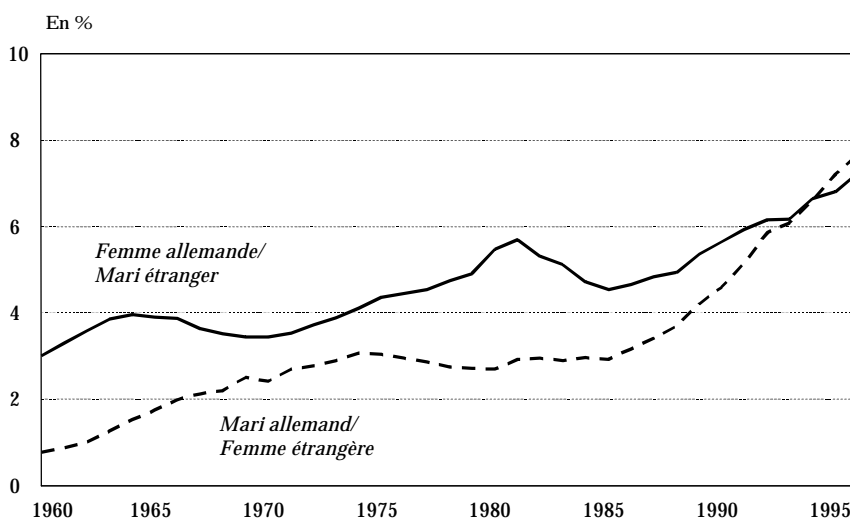


* Termes utilisés : jusqu'en 1990 : « Gastarbeiter » et à partir de 1994 : « Etranger »

Source : ALLBUS 1980-1996.

Depuis les années soixante, de plus en plus d'Allemands épousent des conjoints étrangers (graphique 5). On a bien là l'illustration des relations étroites qui lient les populations allemandes aux populations étrangères. Alors qu'auparavant, en 1960, c'étaient davantage des femmes allemandes qui épousaient un mari étranger, en 1996, ce sont davantage des hommes qui épousent une personne étrangère (7,7 % des mariages). L'enquête ALLBUS 96 sur la formation des couples, mariés ou non, montre que dans la tranche d'âge 18-44 ans, 11 % des enquêtés allemands des régions de l'Ouest vivaient – mariés ou non – avec un(e) partenaire étranger(e). Parmi ceux qui ont la nationalité allemande depuis leur naissance, ils représentaient plus de 7 % au sein de la même classe d'âge.

5. Pourcentage de mariages entre Allemands et étrangers



Source : Statistisches Bundesamt.

On observe néanmoins des différences d'attitudes importantes en fonction des types d'étrangers ou d'immigrés. Les réserves les plus fréquentes concernent les demandeurs d'asile, et dans une moindre mesure, les Turcs. Elles sont nettement moindres à l'encontre des Italiens, par exemple. La violence à l'égard des étrangers, telle qu'elle est médiatisée, n'est le fait que d'une minorité.

Références bibliographiques

- BLANK T. et P. SCHMIDT, 1997 : « Konstruktiver Patriotismus im vereinigten Deutschland », in *Mummendey A., Simon B. (Hrsg.), Identität und Verschiedenheit*, Bern.
- INSTITUT FÜR PRAXISORIENTIERTE SOZIALFORSCHUNG (IPOS), 1995 : *Einstellungen zu aktuellen Fragen der Innenpolitik 1995 in Deutschland*, Mannheim.
- Koch A. et M. Wasmer, 1997 : « Einstellungen der Deutschen gegenüber verschiedenen Zuwanderergruppen », in *Statistisches Bundesamt (Hrsg.), Datenreport*, Bonn.
- WEICK S., 1997 : « Zuwanderer in Deutschland optimistisch. Untersuchung zu Lebensbedingungen, Integration und Zufriedenheit bei Migranten », in *Informationsdienst Soziale Indikatoren 16*, Mannheim.

Les Européens et l'information

Louis Chauvel

Chercheur associé à l'OFCE

Des siècles après les débuts du processus d'alphabétisation de masse en Europe, un clivage Nord-Sud marque encore fortement le continent. D'un côté, des nations septentrionales, protestantes, où la lecture de la presse, est presque unanime, où l'intérêt pour les enjeux et les débats politiques sont soutenus par un recours important à l'information, et de l'autre des nations méridionales en retrait. Ce même clivage se repère pour l'accès aux nouvelles technologies de l'information. Dans cette hiérarchie européenne de l'accès à l'information, la France est à la traîne.

Les historiens de l'alphabétisation des populations européennes ont largement souligné, documenté et analysé le processus de diffusion du Nord au Sud de l'Europe de la lecture au cours des quatre derniers siècles. Dès avant 1700, le seuil d'alphabétisation de 50 % de la population en âge de se marier est franchi dans les pays protestants; au cours du XVIII^e siècle, la Belgique et la France du nord ont atteint ce niveau; au XIX^e, la France du Sud, l'Italie et l'Espagne du Nord dépassent cette limite; les extrémités des péninsules méditerranéennes ferment la marche, leur transition, plus tardive, ayant eu lieu au cours du XX^e siècle (cf. Todd, 1990, pp. 131-144). Ce schéma de diffusion correspond pour l'essentiel aux conséquences de la réforme protestante, et de l'allégeance (ou inversement de la distance) des autorités nationales et locales au catholicisme romain, ainsi qu'à la place de la lecture de la Bible dans les différentes religions chrétiennes. Selon Todd, l'avance des pays nordiques est liée pour l'essentiel à un « syllogisme pur et dur : (1) Luther affirme que nous sommes tous prêtres; (2) le prêtre, dans l'esprit des hommes prémodernes, c'est celui qui sait lire; (3) pour être tous prêtres, tous les hommes doivent donc savoir lire ». Inversement, les pays demeurés dans le giron catholique ont plus nettement résisté à la diffusion de la culture écrite.

Les étapes de la diffusion à l'échelle européenne de l'alphabétisation semblent avoir aujourd'hui encore, des siècles après ses prémices, des corrélats durables sur les cultures et structures sociales des nations. Cette structure nord-sud reste largement visible, en effet, pour les valeurs et les interdits normatifs (Chauvel, 1995), les différentes formes de l'individualisme (Schweisguth, 1995), la participation politique (Bréchon, 1995),

notamment, mais aussi dans la lecture des journaux et l'usage des systèmes modernes d'information.

Les Européens du Sud lisent peu la presse quotidienne

La lecture quotidienne de la presse ¹ est une pratique presque unanime en Europe du Nord, alors que l'extrémité des péninsules méditerranéennes comptent le plus souvent une majorité de lecteurs épisodiques. Les écarts entre les nations, mais aussi les régions d'Europe, sont saisissants : le point bas de la lecture de la presse quotidienne dans les pays protestants baltiques se trouve au Danemark, avec « seulement » deux tiers de lecteurs quotidiens. Dans les pays latins, mais aussi en Grèce, les lecteurs journaliers de la presse quotidienne sont plus rares : 40 % en Italie, un tiers en France et en Espagne, un quart au Portugal et en Grèce.

Ces différences par pays peuvent dissimuler de grandes disparités infranationales : en France, la façade méditerranéenne et l'Ile-de-France, avec respectivement 29 et 23 % de lecteurs, se trouvent très en deçà de l'Ouest et de l'Est de la France, avec, respectivement, 46 et 43 % de lecteurs quotidiens. L'Italie connaît aussi une forte polarisation entre les régions septentrionales (près de 50 % de lecteurs) et le Mezzogiorno, avec un tiers de lecteurs, et moins encore en Campania (la région de Naples) avec 23 % de lecteurs.

A l'échelle européenne, la situation de l'Ile-de-France est très spécifique. Alors que l'offre de quotidiens d'information quotidienne y est exceptionnellement bonne, les lecteurs quotidiens sont aussi d'une grande rareté. A l'exception de Berlin, les capitales sont généralement caractérisées par un taux de lecteurs plus élevé que dans la moyenne nationale; en revanche, l'Ile-de-France est singulièrement en deçà de la moyenne française. L'hypothèse d'un encombrement du temps spécifique de la métropole parisienne pourrait permettre de comprendre cette singularité. L'idée est alors que la lecture quotidienne de la presse est remplacée par celle des hebdomadaires qui permettent de « rattraper » en fin de semaine les principales informations. Il s'agirait d'opposer un premier modèle, celui des pays ayant une pratique de lecture quotidienne, à un second, celui de nations ayant une culture de presse hebdo-

1. Mesuré par la question « Avec quelle fréquence consultez-vous les nouvelles dans la presse quotidienne ? » (réponses : 1- chaque jour ; 2- plusieurs fois par semaine ; 3- une ou deux fois par semaine ; 4- moins souvent ; 5- jamais) in REIF, Karlheinz et ERIC MARLIER, 1996, *Eurobaromètre 44.2bis Mega-survey, Policies and Practices in Building Europe and The European Union*, January-March. Brussels, Belgium : INRA (Europe) [producteur]. Zentralarchiv für Empirische Sozialforschung et Banque de données sociopolitiques (CNRS-Grenoble) [distributeurs], 1998. Cette enquête comptait 6 000 répondants par pays, permettant ainsi une représentation infranationale. Données obtenues auprès de la BDSP/CNRS de Grenoble.

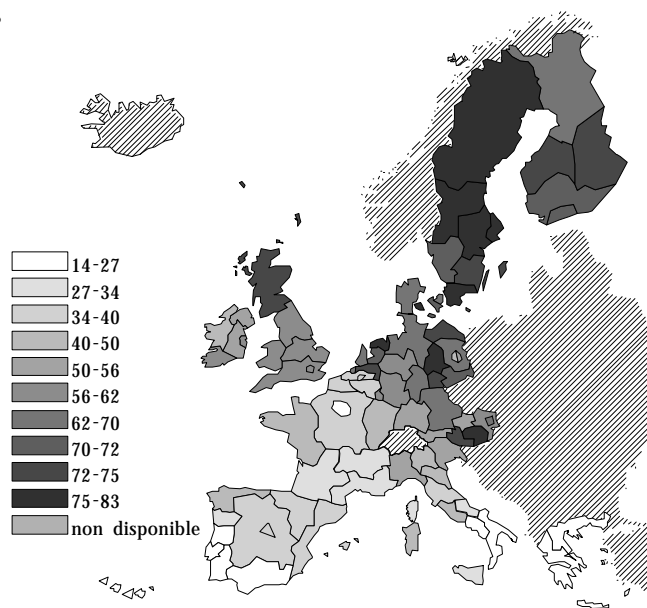
madaire. Il serait possible de croire en outre que, les premiers étant plus proches de l'information immédiate et les seconds plus intéressés par des synthèses et des dossiers de fond, distancés de l'information événementielle, les qualités de lecture seraient différentes. Ainsi, la faiblesse quantitative du taux de lecture quotidienne pourrait dissimuler une force, qualitative celle-là, de l'écrit plus « profond ».

Malheureusement, l'enquête Eurobaromètre ne contenait pas d'indicateur sur la lecture d'hebdomadaires, susceptibles de tempérer l'impression défavorable fournie par les pays latins. Pour autant, une autre question, portant sur les organes de presse nationale et locale préférés, quotidiens ou autres, permet de concevoir cet indicateur de consultation des quotidiens comme révélateur des habitudes de lecture des informations en général. En effet, entre la proportion par pays de lecteurs épisodiques de la presse quotidienne (ceux consultant les nouvelles dans les quotidiens moins d'une fois par semaine) et de ceux qui ne peuvent citer un seul organe de presse préféré, le coefficient de corrélation linéaire vaut 0,94. Le lien est presque mécanique, et l'hypothèse du rattrapage par la presse hebdomadaire semble fragile et peu convainquante.

Les pays latins apparaissent alors comme des pays où les « exclus de l'information » sont particulièrement nombreux : 10 % des Suédois seulement consultent les nouvelles dans la presse écrite moins de deux fois par semaine, 20 % dans les autres pays de langue germanique, 25 %

1. Taux de lecteurs quotidiens de la presse

En %



Note : les colorations sont définies de façon à avoir le même nombre de régions par coloration.

dans les pays anglosaxons, près de 40 % en Italie et en Belgique, près de la moitié de la population dans les autres pays de langue latine et en Grèce. Autrement dit, longtemps après le début du processus d'alphabétisation de l'Europe, des différences importantes de pratiques de consultation de la presse sont observables qui correspondent plus qu'approximativement aux étapes de la diffusion de la culture de l'écrit.

Pour autant, on retrouve ici, au sein des pays marqués par la mixité religieuse², une particularité souvent mentionnée : pour les pratiques sociales, il n'existe pas de clivage notable entre les régions à majorité catholique ou protestante. La Bavière n'est guère moins lectrice que le Schleswig-Hollstein, alors que l'on compte plus de trois-quarts de Catholiques dans un cas et plus de trois-quarts de Protestants dans l'autre. Aux Pays-Bas, où les Catholiques sont en majorité dans le Sud, il n'existe pas non plus de clivage très repérable. Au Royaume-Uni, la situation est identique. C'est retrouver ici l'équivalent de la démonstration de Pierre Bréchon pour la participation politique, plus élevée dans les pays de culture protestante ou mixte : les pays marqués par une forte présence protestante ont suscité une politique active d'alphabétisation et

1. Fréquence de consultation de la presse quotidienne

En %

	Chaque jour semaine	Plusieurs fois par semaine	Une ou deux fois	Moins souvent	Jamais	Ne sait pas
Suède	77,2	12,2	6,4	3,1	1,0	0,0
Finlande	71,7	12,0	5,7	8,3	2,2	0,1
Pays-Bas	70,2	12,8	8,0	5,4	3,5	0,0
Allemagne (ex. Est)	68,8	17,0	6,6	4,7	2,3	0,6
Danemark	67,4	15,1	10,2	5,2	2,0	0,1
Autriche	63,5	20,2	7,8	4,8	3,2	0,5
Luxembourg	62,6	16,1	7,3	6,9	5,7	1,4
Allemagne (ex. Ouest)	61,1	21,0	8,9	6,0	2,4	0,5
Royaume-Uni	60,8	13,1	11,2	7,2	7,3	0,3
Irlande	54,9	19,3	13,0	8,3	4,2	0,3
Irlande Nord	50,4	19,4	15,0	9,7	4,7	0,9
Italie	40,6	23,0	14,2	12,5	9,3	0,4
Belgique	38,3	20,3	14,0	14,9	11,2	1,3
Espagne	34,2	15,9	17,5	13,3	18,1	1,0
France	33,6	19,8	19,1	15,2	11,8	0,4
Portugal	25,2	15,6	16,8	15,8	25,4	1,2
Grèce	24,9	19,0	11,5	13,5	30,8	0,2

Source : Eurobaromètre 44.2 bis (origine : BDSP).

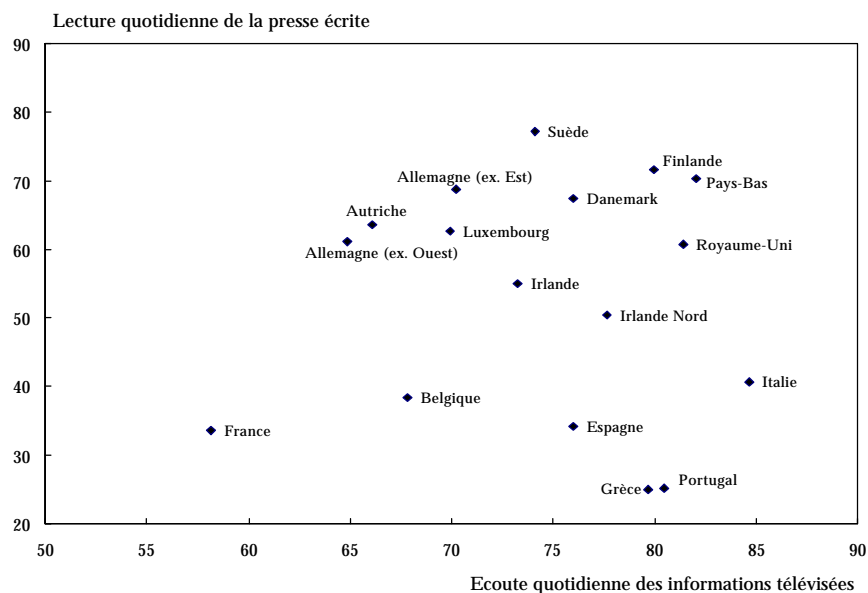
2. Essentiellement : l'Allemagne et les Pays-Bas – à un moindre titre, le Royaume-Uni –, sociétés partagées entre catholicisme et protestantisme ; cette mixité ayant une base régionale importante, clivant fortement les régions méridionales et septentrionales. On trouvera dans deux articles précédents des développements sur la mixité religieuse (Chauvel, 1995, 1998).

sont marqués par une participation et un intérêt importants pour la politique, sans que les affiliations individuelles au catholicisme ou au protestantisme des citoyens n'exerce d'influence spécifique (Bréchon, 1995, pp. 65-66). Le lien est culturel et collectif et non pas individuel.

Télévision et lecture de la presse ne sont pas liés

Contrairement à l'intuition, la lecture quotidienne des informations et l'écoute des journaux télévisés ne sont pas antinomiques; en fait, les deux médias ne sont guère liés l'un à l'autre. Il n'existe ni complémentarité, ni concurrence (ni même substitution) de l'un à l'autre : certains pays sont caractérisés par une écoute assez faible des nouvelles à la télévision (l'Autriche comme les deux Allemagne), mais par une lecture assez assidue de la presse. Les Pays-Bas et les pays scandinaves cumulent une écoute importante des journaux télévisés et une lecture fréquente de la presse. Les péninsules méditerranéennes sont généralement caractérisées par une faible lecture, mais une écoute intensive des nouvelles à la télévision. En revanche, la France et, dans une moindre mesure, la Belgique, sont caractérisés par une assez faible consultation des deux médias. Contrairement à l'idée véhiculée par des esprits même réputés (Popper, Condry et Baudouin, 1994), il n'est guère possible de dire, de façon univoque, que la télévision est une menace pour la presse, les usages de l'une et de l'autre semblant indépendants.

2. Consultation quotidienne de la presse et de la télévision

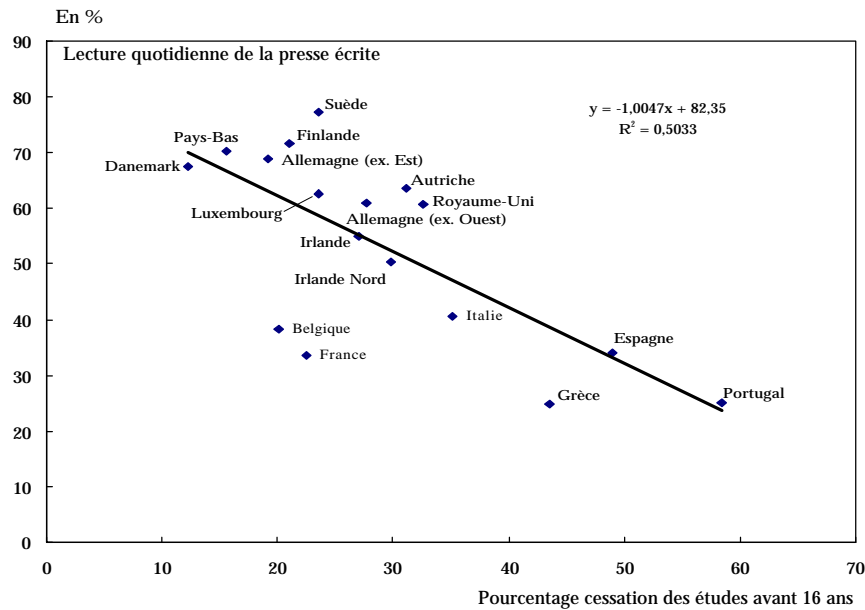


Source : Eurobaromètre 44.2 bis (origine : BDSP).

Niveau scolaire, lecture de la presse et société d'information

Il ne fait guère de doute que l'accès à la presse écrite est fortement conditionné par le niveau scolaire de la population : au niveau régional, le coefficient de corrélation linéaire entre la proportion de ceux ayant cessé leurs études avant l'âge de 16 ans et le pourcentage de lecteurs quotidiens de la presse vaut environ $-0,57$, ce qui signale un lien très significatif. Autrement dit, moins une région compte de personnes faiblement scolarisées, plus les habitudes de lectures sont importantes. Certains pays se détachent alors par un niveau de lecture de la presse relativement moins élevé par rapport à un niveau donné de scolarité de la population : la Belgique, la France et la Grèce, sont repérables par un niveau de lecture de la presse inférieur à ce que la droite de régression eût permis d'attendre. En France, avec la proportion de personnes scolarisées au delà de 16 ans, il devrait y avoir près de deux tiers de lecteurs de la presse, plutôt qu'un tiers, si le lien entre études et lecture était parfaitement mécanique. Le faible intérêt des populations française et belge apparaît comme un handicap certain, et ce à deux titres : (il faut souligner les risques d'une part, de moindre participation au débat politique des populations des pays concernés, et ceux, d'autre part, liés à l'adapta-

3. Niveau scolaire et consultation quotidienne de la presse



Source : Eurobaromètre 44.2 bis (origine : BDSP).

3. Lorsque l'on représente par pays ce même lien, le coefficient de corrélation linéaire est meilleur : $-0,71$, qui correspond à une part de variance expliquée de $50,3\%$.

tion des population à la « société d'information » que le développement des nouvelles technologies devrait susciter.

En premier lieu, l'intérêt et la participation des citoyens au débat politique de leur nation n'est guère favorisé par une pratique faible de lecture des médias. Les conséquences de la faible lecture des journaux sont certes difficiles à mesurer, mais les lignes de clivage au niveau européen de la participation politique présentées par Bréchon et Derville (1998) illustrent largement ce lien : le fait de discuter de questions politiques avec les amis, l'intérêt pour les enjeux de la cité, la participation politique, par le vote comme par différentes formes d'expression de son opinion, vont de pair avec une forte habitude de lecture des informations. Les pays latins, où la lecture de la presse quotidienne est singulièrement faible, sont partagés entre une majorité peu informée et peu intéressée aux débats, et une minorité active.

En second lieu, la participation des populations européennes à la nouvelle « société de l'information » pourrait être assez difficile dans différents pays. Les progrès informatiques et technologiques de cette fin de millénaire semblent promettre la naissance d'une société nouvelle, fondée sur l'usage, l'accès, la production et la valorisation de l'information sous toutes ses formes. De Marshall McLuhan (1962) à Daniel Cohen (1997), en passant par Daniel Bell (1973) et Robert Reich (1991), cette révolution promise depuis plus de trente ans a suscité de multiples interrogations, notamment autour de la structure sociale qui devrait en résulter. Pour Bell, elle devrait conduire à la disparition du conflit entre la classe ouvrière et la bourgeoisie, et à l'émergence d'une tension entre

2. Taux de détention d'ordinateurs et de modems par les ménages (1996)

Pays	Modems	Ordinateurs
Grèce	1,6	13,2
Portugal	3,3	22,3
Espagne	3,5	25,8
Irlande	3,9	22,7
France	4,3	24,4
Allemagne (ex. Est)	4,5	29,2
Autriche	5,1	22,6
Irlande Nord	5,7	24,5
Belgique	5,9	28,8
Italie	6,0	32,0
Luxembourg	7,0	38,0
Allemagne (ex. Ouest)	7,6	31,3
Royaume-Uni	11,6	41,7
Danemark	15,8	48,9
Suède	16,4	42,7
Finlande	16,5	36,9
Pays-Bas	18,8	55,6

Source : Eurobaromètre 44.2 bis (origine : BDSF).

une nouvelle classe moyenne détentrice du savoir-faire et des connaissances nécessaires à la maîtrise du monde contemporain (*knowledge class*) et les autres. Pour Reich, une classe aisée de producteurs et d'analystes de l'information, les « manipulateurs de symboles » (*symbolic analysts*), devrait se constituer ; les autres, essentiellement les non-qualifiés de l'industrie et des services (*routine producers and in-person servers*), sont destinés à être les laissés-pour-compte de la structure sociale nouvelle. L'idée générale est que les structures productives de cette société pourraient faire émerger des inégalités nouvelles.

Pour la disposition d'un ordinateur personnel au domicile ainsi que pour la détention d'un modem, les mêmes effets de différence nord-sud, ou protestants-catholiques se retrouvent : au début de l'année 1996, plus de 10 % des populations scandinaves et néerlandaises détenaient un modem, et moins de 4 % des populations latines, à l'exception de l'Italie, mieux située. Le taux de détention d'ordinateurs correspondait aux mêmes clivages. Depuis 1996, l'ensemble des pays européens a progressé, mais les écarts sont restés identiques. Il est fascinant de constater que, des siècles après les prémices de la diffusion de l'alphabétisation, la même structure d'avance et de retard caractérise les pays européens. Dans cette hiérarchie, la position de la France n'est guère favorable.

Références bibliographiques

- BELL D., 1973 : *The Coming of Post-Industrial society : a Venture in Social Forecasting*, New York, Basic Books.
- BRÉCHON P., 1995 : « Les Européens et la politique », *Futuribles*, n° 200, pp.63-84.
- BRÉCHON P. et G. DERVILLE, 1998 : « Politisation et exposition à l'information », pp. 175-192, dans P. BRÉCHON et B. CAUTRÈS, *Les enquêtes Eurobaromètres. Analyse comparée des données socio-politiques*, Paris, L'Harmattan.
- CHAUVEL L., 1995 : « Valeurs régionales et valeurs nationales en Europe », *Futuribles*, 200, pp. 167-200.
- CHAUVEL L., 1998 : « Clivages politiques, culturels et religieux dans les régions européennes », pp. 231-249 in P. BRÉCHON et B. CAUTRÈS, *Les enquêtes Eurobaromètre. Analyse comparée des données socio-politiques*, Paris, L'Harmattan.
- COHEN D., 1997 : *Richesse du monde, pauvretés des nations*, Paris, Flammarion.
- McLUHAN M., 1962 : *The Gutenberg Galaxy : The Making of typographic Man*, Toronto, University of Toronto Press.

-
- POPPER K.R., J. CONDRY et J., BAUDOUIN 1994 : *La télévision : un danger pour la démocratie*, Paris, Anatolia.
- REICH R. B., 1991 : *The Work of Nations : Preparing Ourselves for 21 st-Century Capitalism*, New York, Knopf.
- SCHWEISGUTH E., 1995 : « La montée des valeurs individualistes », *Futuribles*, juillet-aout, n°200, pp. 131-160.
- TODD E., 1990 : *L'invention de l'Europe*, Paris, Le Seuil.

